



# LIBERTAIRE



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

[www.monde-libetaire.fr](http://www.monde-libetaire.fr)

ISSN 0026-9433

2€

« La propagande du prolétariat, c'est la vérité. »

Marcel Martinet



Comment ça se passe à McDonald's ? **PAGE 7**



Le patronat a toujours le mot pour rire, notamment quand il se gargarise avec le dialogue social. Ainsi, chez le groupe Air Liquide, où on pouvait constater en 2008 des situations anormales quant à l'évolution salariale et professionnelle d'élus et mandatés CGT. Malgré la preuve des inégalités flagrantes dont étaient victimes onze militants syndicalistes, la direction ne voulait accepter de régler qu'une partie du préjudice, et pour deux d'entre eux seulement. Plaintes, tribunal, prud'hommes, cour d'appel, parcours judiciaire tortueux, mais, au final, sept militants voient leurs discriminations reconnues. Air Liquide doit donc cracher au bassinet, et pas qu'un peu : dommages et intérêts (de 7 700 à 61 000 euros suivant les cas), salaires réévalués avec effet rétroactif à 2009 (141 à 523 euros), condamnation pour violation de l'accord syndical (sept fois 3 500 euros), plus 21 000 euros à verser à la Fédération nationale des industries chimiques (CGT) pour discrimination syndicale, et pour finir 20 000 euros pour deux militants pour préjudice subi pour leur santé (exposition à l'amiante). Au total, une addition salée s'élevant à 700 000 euros. Moralité : la lutte paie, car de l'argent il y en a... dans les poches du patronat.

## Actualité

**Tabloïds, relais du populisme**, par P. Schindler, page 3

**Des syndicalistes attaqués à l'ESA**, par la CNTESA, page 4

**1<sup>er</sup> mai, dans la rue et la lutte**, par Gpe Emma-Goldmann, page 5

**Météo syndicale**, par J-P. Germain, page 6

**Et comment ça se passe chez McDo ?**, par Gilles, page 7

## International

**Halte au harcèlement contre Mario Gonzalez**, page 11

## Arguments

**La fabrique du mensonge**, page 12

**A propos d'autorité et d'anti-autorité**, page 14

## Histoire

**La répression anti-ouvrière (1871-1914)**, par E. Vilain, page 17

## À lire

**Cinéma et engagements politiques**, par Daniel, page 20

## Illustrations

**Krokaga, Kalem, La Sala, Yann**

### Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n<sup>os</sup> hebdos, 1 n<sup>o</sup> hors série

6 mois, 18 n<sup>os</sup> hebdos, 2/3 n<sup>os</sup> hors série

1 an, 35 n<sup>os</sup> hebdos, 5/6 n<sup>os</sup> hors série

### France et étranger

○ 25 €

○ 50 €

○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### Bulletin d'abonnement

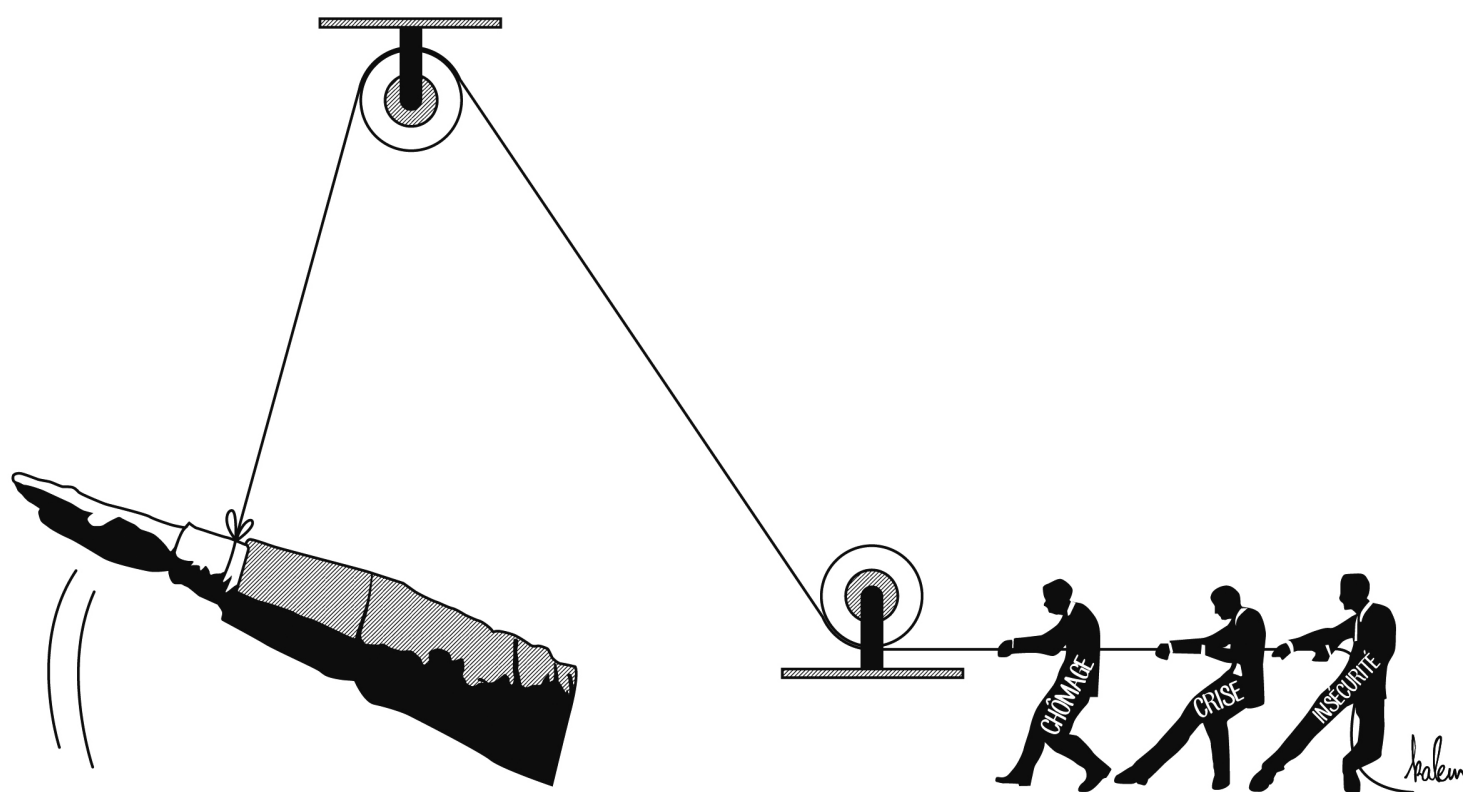
#### Abonnement de soutien

1 an ○ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



# Tabloïds, relais du populisme



**NOUS PENSONS** avoir le palmarès du populisme avec nos stars locales (hors concours) françaises : les candidats et militants du FN (qui se sont déchaînés lors de la campagne des départementales) et leurs relais-attachés de presse : les Zeimour, Buisson, Soral, Dieudonné, qui crachent leur venin, soit au sein de leurs petits cercles restreints de fanatiques qui les répandent ensuite dans les réseaux sociaux, soit officiellement invités par les grands médias télévisuels hexagonaux. Mais, nous autres Français, avons la trop fâcheuse tendance à nous croire les meilleurs en tout. Or, sans tourner la tête trop loin, il suffit de porter nos regards outre-Manche pour s'apercevoir que les Britanniques ne sont pas en reste avec leurs tabloïds, ces relais populistes ayant pignon sur rue, jusque dans les kiosques des plus petites bourgades british. Vendredi dernier, Katie Hopkins, l'alter ego féminine de nos cracheurs de haine «made in France», a répandu ses immondices dans les colonnes du Sun, au sujet du naufrage du chalutier chargé de 700 passagers tentant de rejoindre l'Europe et dont seulement 28 survivants ont été sauvés par un navire marchand portugais à 110 kilomètres des côtes libyennes. Hopkins propose dans le titre du papier de remplacer les bateaux des secouristes par des navires de combat pour stopper les migrants ! Le ton est donné et s'envole dans l'accroche (traduction plus ou moins approximative) : «Les naufragés, je m'en fous. Montrez-moi les images de cercueils. Montrez-moi les corps flottants dans l'eau. Jouez du violon et montrez-moi des personnes

affamées et tristes. Je m'en fous toujours autant.» Dans la suite de l'article, si l'on peut qualifier ce torchon d'article, elle compare les migrants en général à «de la vermine», les migrants qui tentent désespérément de monter à Calais dans les camions traversant la Manche par le tunnel à «une peste d'humains sauvages», tandis qu'à cause d'eux, «certaines villes anglaises sont devenues des plaies putrides où des nuées de migrants et de demandeurs d'asile empochent les allocs comme si c'était de l'argent du Monopoly»... Et Hopkins de poursuivre, comme si cela ne suffisait pas : «Ces migrants sont comme des cafards. Ils peuvent ressembler un peu à l'Éthiopie de Bob Geldof [concerts organisés dans les années 1980 par Live Aid, une association humanitaire luttant contre le sida], mais ils sont construits pour survivre à une bombe nucléaire. Ce sont des survivants...»

Comment peut-on survivre sans honte après avoir écrit des horreurs pareilles ? Comment un journal, même un tabloïd lu par deux millions de lecteurs peut, sans avoir honte, publier des tribunes telles que celle-là ? Aurait-ce à voir avec l'approche des élections législatives du parti UKIP, farouchement anti-immigration et en pleine ascension en Grande-Bretagne ? Certainement. Mais il faut également noter la différente approche de l'information dans nos deux pays. En France, nous sommes plutôt habitués à entendre nos agités du bocal s'exprimer dans des émissions grand public (il est vrai suivies par des milliers de personnes), dans les grandes manifs réactionnaires (anti-avortement, anti-mariage pour tous, etc.), sur les réseaux sociaux mais pas

encore à s'étaler dans les colonnes de notre presse nationale (les champions du tirage de la presse payante étant à ce jour les quotidiens : *Le Parisien*, *Le Figaro*, *Le Monde* et *L'Équipe*, ce dernier, publié à environ 250 000 exemplaires). Notre presse à nous est plutôt douée dans l'exercice de la langue de bois, le politiquement correct, la novlangue en quelque sorte... S'apercevoir qu'au Royaume-Uni ce sont les tabloïds qui relaient ces immondices, plutôt que les émissions débilisantes chez nous, ne change pas grand-chose au fond du problème. Les fachos sauce grenouilles seraient-ils plus malins que leurs alter ego britanniques, sachant que les paroles s'envolent quand les écrits restent ? Franchement, je ne le pense pas, propos racistes oraux ou écrits, ces derniers n'en véhiculent pas moins les mêmes mots, les mêmes images qui pénètrent de façon lancinante dans la tête des gens de la moyenne (pour reprendre le terme de Colette Magny). Mots et images qui nous sont insupportables à nous autres militants pour un monde sans états et sans frontières. Mille six cent cinquante personnes sont mortes depuis le début de l'année en essayant de traverser la Méditerranée, pour fuir des pays envahis par les fanatiques religieux et autres tortionnaires autoritaires, selon les organisations non gouvernementales. Un chiffre effrayant en soi et qui ne mérite aucun autre commentaire.

Patrick Schindler  
Groupe Claaaaaash de la FA

# Des **syndicalistes** attaqués à l'École spéciale d'architecture

**LES ÉTUDIANTS ET LES PERSONNELS** de l'École spéciale d'architecture (ESA) sont en grève depuis une semaine contre le projet de licenciement de neuf personnes, principalement militants de la CNT et de la CGT, et réclament la démission de la direction. Contre la répression syndicale et les groupuscules d'extrême droite radicale qui jouent les milices, rassemblement de soutien mardi 21 avril de 10 heures à 19 heures devant l'école!

## Ironie du sort

Les quatre membres de la section syndicale CNT de l'École spéciale d'architecture ont eu la surprise déplaisante d'apprendre leur futur licenciement économique ainsi que celui de quatre militants de la CGT, durant la manifestation du jeudi 9 avril 2015 contre la loi Macron.

## «Raccompagnés» à la sortie

Dans la matinée du vendredi 10 avril, les camarades ont été convoqués individuellement par le directeur et le président de l'ESA, qui leur ont exposé la motivation de leur licenciement. C'est sous le prétexte de difficultés financières, qui ne cessent de s'aggraver depuis la nomination de la direction actuelle, qu'ils ont décidé d'un plan de restructuration du personnel administratif de l'ESA en supprimant neuf postes dont quatre membres de la section syndicale CNT et quatre membres de la section syndicale CGT. Les entretiens se sont clos par la remise d'une convocation pour un entretien préalable au licenciement avec une dispense de travail durant toute la procédure, et ont été «raccompagnés» à la porte de l'ESA. Cette pratique, souvent liée au motif disciplinaire, est encore inédite dans le cadre d'un licenciement économique.

## Petit accord entre «amis»

Ce projet a été bien entendu approuvé par les représentants du personnel CFDT, qui, bien qu'ils désapprouvent par principe les licenciements, «comprennent et approuvent» les décisions de la direction, sans même en aviser les salariés alors que leurs mandats sont achevés depuis la fin mars 2015 et qu'ils viennent de signer avec la direction une prorogation de mandat jusqu'au 30 juin 2015 tandis que les deux autres sections syndicales réclament la tenue de ces élections professionnelles depuis longtemps.

## L'ESA en «grève»

La section CNT de l'ESA est allée diffuser un premier tract dès le lundi et le mardi suivant devant l'école avec une banderole. L'accueil



des étudiants mobilisés pour défendre leurs postes a été très chaleureux et la mobilisation s'est organisée de l'intérieur avec sit-in et prise de parole dans la cour sous des banderoles réclamant la démission de la direction et le retrait du projet de licenciement.

## L'extrême droite radicale en arrière-plan

Cependant, des «patrouilles» de militants d'extrême droite radicale, proche de certains membres des instances dirigeantes de l'école, ont rodé autour du rassemblement, nous obligeant à la plus grande vigilance. D'après plusieurs témoignages, ces militants avaient été commandités par des proches de la direction en prévision de notre venue devant l'école. Une assemblée générale s'est tenue le soir même, durant laquelle les étudiants ont contesté les décisions de la direction. Mais, pour l'instant, le projet de licenciement n'a pas été officiellement abandonné et la direction est restée en place, malgré le choc qu'ont éprouvé les étudiants en apprenant que certains de leurs gouvernants frayaient avec l'extrême droite radicale.

## Répression syndicale à l'ESA

La section syndicale CNT a été créée en mai 2012 par des salariés et des étudiants de l'ESA. Elle s'est donné pour objectif l'amélioration de la condition des étudiants et une défense de leurs intérêts au même titre que ceux des salariés. Par son caractère transversal, la section ESA a pour vocation de fédérer les luttes au sein de l'école. C'est pourquoi elle s'adresse aussi bien au personnel administratif

et enseignant qu'aux étudiants. Dans la continuité des principes généraux de la CNT, la section syndicale s'emploie à lutter au sein de l'ESA contre les inégalités de tout ordre et pour le respect de la santé et des droits des salariés et des étudiants de l'école. C'est pourquoi nous exigeons la réactivation du comité d'entreprise, l'instauration du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), l'arrêt du recours systématique au CDD d'usage pour l'embauche des enseignants pour de véritables CDI, afin de supprimer cette forme de précarisation et permettre plus de stabilité et de cohérence pédagogiques.

L'objectif de la section syndicale CNT-ESA est le libre épanouissement de l'étudiant et c'est à ce titre qu'elle a proposé un plaidoyer en faveur d'une école spéciale d'architecture autogérée impliquant un partage égalitaire du pouvoir décisionnel et organisationnel entre tous ses membres. L'autogestion à l'ESA supposerait ainsi la suppression de toute distinction entre dirigeants et dirigés et l'affirmation de l'aptitude de ses membres à s'organiser collectivement sans l'intermédiaire d'une hiérarchie permettant ainsi la réintégration de l'initiative et de la créativité dans l'école. C'est pour toutes ces raisons que les directions successives de l'ESA se sont toujours montrées hostiles aux militants de la section syndicale CNT, jusqu'à cette ultime tentative radicale de la supprimer sous le prétexte fallacieux d'un licenciement économique qui dissimule une véritable purge syndicale.

**CNT-ESA**



## CHRONIQUES DE LA GUERRE SOCIALE

### Tous fliqués

Le monde à l'envers : la gauche au pouvoir présente sa loi sur le renseignement qui va tous nous mettre tous sous surveillance. Le terrorisme a bons dos, militants syndicalistes ou politiques, associations, journalistes... Big Brother va pouvoir s'en donner à cœur joie. De son côté, la droite s'apprête majoritairement à voter cette loi, mais histoire de marquer sa différence, elle se montre critique envers un texte qui donne des « pouvoirs exceptionnels » à la gauche (Pierre Lellouche), qui va laisser « une surveillance de masse s'installer » (Patrick Devedjian) ; il faudra « absolument installer des garde-fous... et vérifier qu'il n'y a pas de dérive » (Valérie Pécresse). Bref, vous l'aurez compris, le bal des faux-culs est ouvert. La droite, apôtre des caméras de surveillance dans toutes les villes qu'elle gère, exprimant des réticences devant la surveillance des citoyens, c'est un peu l'hôpital qui se fout de la charité. Mais sait-on jamais, peut-être va-t-on les voir protester dans la rue, dans une « manif pour tous contre Big Brother ». Vous n'y croyez pas ? Nous non plus.

### Marché de DUP

Manuel Valls et François Rebsamen se sont lancés dans un exercice dont ils sont coutumiers : nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Ainsi le projet de loi « relatif au dialogue social et au soutien à l'activité des salariés » est-il présenté comme un « progrès social majeur ». Le Medef en avait déjà rajouté une louche en prétendant « faire une concession majeure » sur la représentation des salariés dans les très petites entreprises (TPE), en passant sous silence sa demande de suppression des comités hygiène sécurité et conditions de travail (CHSCT). Le gouvernement propose finalement cette Délégation unique du personnel (DUP) qui regroupe Comités d'entreprise, délégués du personnel et CHSCT dans les entreprises de moins de 300 salariés. Dans la foulée du détricotage du Code du travail, on assiste là à une fragilisation des instances représentatives des travailleurs dans les entreprises, en échange de quelques os à ronger.

# 1er mai Dans la rue, dans la lutte

**ÉROSION CONTINUE** des retraites, stagnation des salaires, multiplication des plans sociaux, hausse du chômage et de la précarité, vie chère et boulots stupides, démantèlement des services publics de la santé, de l'énergie, de l'éducation, des transports, chasse aux sans-papiers et répression des mouvements sociaux et on en passe... L'adage capitaliste selon lequel les pauvres doivent payer parce qu'ils sont les plus nombreux a bien été mis en pratique avec la crise. L'augmentation du nombre de chômeurs en est une preuve, de même que l'abandon progressif des services publics au profit du privé.

Après l'échec des mouvements avortés de 2003 et 2010 contre les réformes pro-patronales des retraites et de 2007 contre la réforme des régimes spéciaux, les attaques anti-ouvrières se succèdent : CICE en 2012, ANI en 2013, pacte de responsabilité et réforme ferroviaire en 2014, loi Macron en 2015, loi Rebsamen à venir... le patronat avec l'aide des gouvernants et des syndicats collabos mène son offensive tout en ne rencontrant des résistances que localement ou par secteurs isolés.

Les organisations syndicales sont incapables de mettre en oeuvre une riposte sérieuse. Qu'elles soient terrifiées à l'idée de déclencher des événements qu'elles ne contrôlèrent pas, enfermées dans des logiques politiciennes ou engluées dans la collaboration avec les patrons, elles nous cantonnent dans des journées d'actions à répétition, sans lendemains, sans nous proposer de perspectives de combat. On peut d'ailleurs analyser ce rite réformiste de la « journée d'action » comme étant ni plus ni moins qu'un moyen de canaliser les mécontentements. Autant dire un enterrement de tout espoir, y compris pour l'obtention de miettes.

Seules les résistances locales parviennent parfois, de diverses manières, à des résultats. Fédérer les revendications n'est donc pas l'objectif des principales confédérations syndicales.

Ce qu'on nous présente sous le nom de démocratie n'est qu'une mascarade : le vrai pouvoir est entre les mains des hauts fonctionnaires, jamais élus, et d'une poignée de grands patrons. Les gouvernants, de droite comme de gauche, exécutent leurs désirs. Les politiciens de toutes espèces qui nous disent le contraire sont de fieffés menteurs. Ils nous

saoulent de leurs fumées électorales, alors que, face aux rapaces de l'État et du Medef, nous n'avons qu'une seule solution : la lutte sans merci.

Les patrons ne nous feront aucun cadeau. Ils sont avarés, cyniques, brutaux. Ce sont des voyous. Ils s'entendent pour nous tondre la laine sur le dos. Ne soyons plus des moutons ! Ça suffit comme ça ! Il est grand temps de mettre un frein à leur arrogance. Et nous pouvons le faire si nous nous en donnons les moyens.

Les partis politiques nous trahissent ? Laissons-les crever. Nos organisations syndicales ne nous défendent pas ? Investissons-les, portons-y la flamme de la révolte. Et, si c'est nécessaire, débordons-les, construisons mieux et plus fort, organisons-nous à la base, en assemblées générales, en comités de grève révocables, en groupes interprofessionnels, pour construire la grève générale expropriatrice et autogestionnaire.

L'urgence du moment, c'est de relever le mouvement social, qu'il retrouve sa combativité nécessaire à tout progrès social. Pour cela, il n'y a pas de recette, seulement l'huile de coude, le temps donné, la solidarité et la ténacité. De toute façon, rien ne se fera que nous ne ferons nous-mêmes.

Les militants anarchistes réclament et prendront toute leur place dans la lutte à venir. Seul l'anarchisme, l'idée émancipatrice de l'individu, n'a jamais vendu les intérêts des travailleurs à l'État et aux patrons. Seul l'anarchisme peut tirer le mouvement des travailleurs de l'ornière et ouvrir la perspective d'une vraie transformation sociale. Ne plus faire confiance en ceux qui trahissent régulièrement les intérêts de ceux qu'ils prétendent défendre, cela signifie ne plus les élire. Ils ne pourront plus se réclamer d'aucune légitimité. Contre tous ces exploités, petits et grands, l'idée et la pratique libertaires sont les meilleures armes !

**CELUI QUI SE BAT PEUT PERDRE,  
CELUI QUI NE SE BAT PAS A DÉJÀ PERDU !**

*Tract du groupe Emma Golmann  
de la Fédération anarchiste*

Nous étions déjà dans la rue le 9 avril, mais ça ne suffira évidemment pas. Préparons-nous donc à y retourner.

### La mémoire qui flanche

Mai, mois de commémorations. L'année dernière, c'était les 70 ans de la libération de Paris, cette année le menu est copieux : 70 ans que la guerre est finie, que les prisonniers des camps de concentrations ont été libérés, et qu'entre 10 000 et 45 000 Algériens ont été massacrés à Sétif (8 mai 1945). Morts d'avoir confondu libération de la France et indépendance de leur terre. Une gerbe a donc été déposée à Sétif il y a deux semaines, par notre secrétaire d'État aux anciens combattants et à la mémoire. Mémoire qui ne va pas encore jusqu'à être l'occasion de se fendre, pour la France, d'un discours clair pour évoquer ces événements. Dans 70 autres années peut-être ?

### Avec nos excuses

Aux États-Unis, on sait reconnaître ses torts ; la preuve, le FBI admet aujourd'hui qu'il y a eu par le passé des « erreurs dans ses analyses scientifiques ». Conséquence : un gros doute sur une soixantaine de condamnations à mort prononcées. Mais qu'on se rassure, le FBI promet que ça n'arrivera plus et s'engage à réparer ses erreurs chaque fois que c'est possible. Ce qui fait une belle jambe à trois détenus concernés, condamnés et exécutés... par erreur, mais avec les excuses du FBI.

### Corruption à tous les étages

Toujours aux États-Unis, un rapport de l'Inspection générale du ministère de la justice fait grand bruit. Il met en cause des dizaines de flics ripoux dans plusieurs services : FBI, US Marshals, ATF (surveillance Alcool, Tabac, Armes à feu et explosifs), et DEA (lutte antidrogue). Ces « supers » agents recevaient prostituées, argent, armes et cadeaux divers de la part des cartels de la drogue. Bref, tous ces supers flics qu'on voit à longueur de films et de séries TV sont sur la sellette. Décidément la police américaine n'est plus ce qu'elle était. Où sont donc passés Eliot Ness et ses Incorruptibles ?

# Météo syndicale



**RETENEZ-MOI** ou je fais un malheur ! C'est de tous côtés ce que l'on entend dans le paysage syndical. Un bout de bonheur aurait été un 1<sup>er</sup> mai approchant un tant soit peu d'un semblant de front syndical, mais patras ce n'était pas dans l'air du temps. Pourtant, des galops d'essai semblaient avoir mis en branle quelque chose qui y ressemblait... Dans les états-major qui sont aux manettes « ça » en a décidé autrement !

Bon, commençons par les camarades de l'avenue du Maine : « La journée internationale de solidarité et de revendications, le 1<sup>er</sup> mai sera cette année encore pour Force ouvrière l'occasion de marteler notre combat contre l'austérité. » Un combat partagé par la Confédération européenne des syndicats, qui explique : « L'austérité a échoué, l'Europe doit investir pour relancer la croissance, créer des emplois et favoriser la consommation. » Dont acte. Du côté Montreuil, aka CGT, on ironise presque avec un « 1<sup>er</sup> mai presque unitaire ». La nouvelle bande à la direction confédérale nous dira peut-être un jour ce qui a manqué ? Sûrement la compréhension du mécontentement de la base, qui en a plus qu'assez des divergences politiciennes.

Pourtant, « tout » continue, les cadences infernales, les mauvais salaires, la dégradation des conditions de travail, qui ont été dénoncées en vain à France Télécom ou à la Poste. Les suicides continuent. L'Etat méprise les travailleurs et brade le Code du travail comme l'illustre encore la loi Macron. Ce faisant, il prive tous les travailleurs de protection contre l'arbitraire en négligeant gravement le fait que tout travailleur fragilisé peut emporter dans son désespoir un nombre considérable de victimes.

Le gouvernement en appelle à « l'esprit du 11 janvier », en fait à du Jouhaux réchauffé. Nous, nous nous référons à l'acte militant conséquent de notre camarade Pierre Monatte, démissionnaire des organes dirigeants de la CGT face à la soumission de la direction du syndicat à l'union sacrée de la Première Guerre mondiale. Un siècle après, ça peut sembler symbolique, incantatoire... Mais l'histoire nous donnera raison !

**Jean-Pierre Germain**

Groupe Salvador-Seguí de la FA



# Et comment ça se passe chez **McDonald's** ?

Entretien avec Gilles, secrétaire général  
du syndicat CGT McDonald's Paris et IDF.



**Groupe Salvador-Seguí:** Peux-tu te présenter ?

**Gilles:** Je m'appelle Gilles Bombard, je suis arrivé à 16 ans chez McDonald's (entreprise McDonald's Ouest parisien) pour avoir une première expérience professionnelle en parallèle à mes études, j'étais en classe de seconde à cette époque. Alors que je n'étais censé rester que quelques mois au départ, mon aventure avec l'enseigne aux arches dorées se prolonge encore aujourd'hui dix ans plus tard, je suis à l'heure actuelle docteur en droit social.

Plusieurs grandes étapes se sont succédé durant ce parcours. D'abord l'innocence, jeune équipier ne posant pas trop de questions et ne comprenant rien au monde du travail. Puis une légère prise de recul en devenant formateur et responsable de zone

avec la mission de rendre plus productifs mes collègues. Enfin la lutte collective en étant représentant du personnel pour défendre ces mêmes collègues, dénoncer les abus que chacun subit lorsqu'il porte l'uniforme de McDonald's.

Je n'étais a priori pas destiné à revêtir la tunique de défenseur malgré le fait que j'accomplissais officieusement ce rôle en restaurant, c'est en 2010 qu'une amie a fait le lien entre ma personne et le délégué syndical CGT de l'époque. Cet illustre syndicaliste dénommé Nicolas est resté longtemps en contact avec moi avant que je ne décide de m'engager. J'étais plutôt méfiant du monde syndical, eu égard notamment à la façon dont les journaux classiques le décrivent, mais j'étais convaincu d'avoir en face de moi une personne honnête et intègre.

Nous avons préparé les élections professionnelles sur le marché de McDonald's Ouest parisien, à la surprise générale nous sommes arrivés en tête en passant de 0 % à 30 % des suffrages, j'ai été élu titulaire au CE, c'était en quelque sorte le début d'une autre vie. Les événements se sont vite enchaînés le temps d'un mandat : arrivés en minorité au CE nous sommes devenus majoritaires pour que je devienne secrétaire du CE, puis délégué syndical suite au départ de Nicolas, enfin aujourd'hui secrétaire général du syndicat CGT McDonald's Paris et Ile-de-France...

**Groupe Salvador-Seguí:** Peux-tu nous expliquer ce que toi et ta section syndicale avez mis en lumière dans votre entreprise et chez McDonald's en général ?

**Gilles :** À la sortie des élections professionnelles de 2011, nous sommes entrés minoritaires au CE avec les élus de l'Unsa face à une intersyndicale majoritaire acquise au patronat. Cette majorité nous l'avons renversée, depuis trop longtemps les doutes régnaient autour de la gestion financière du CE, et la transparence était un de nos thèmes de campagne. Nos efforts dans ce domaine ont débouché sur la révélation d'un détournement de fonds massif en interne (un peu plus de 200 000 euros). La direction qui faisait la sourde oreille depuis notre arrivée a été mise devant le fait accompli. S'agissait-il d'une couverture afin que l'ancien secrétaire également délégué d'une autre organisation syndicale signe des accords d'entreprise ? La justice tranchera ce point, l'enquête préliminaire est toujours en cours.

Autre action, nous sommes l'un des rares CE de McDonald's en France à avoir déclenché des expertises sur les comptes annuels de l'entreprise. Depuis la création de l'entreprise McDonald's Ouest parisien, pas un seul euro de bénéfices n'a été dégagé par l'enseigne... Pourtant, il y a des files d'attente dans tous les restaurants, il y a du monde tous les jours à toutes les heures. Comment est-il possible d'affirmer que l'entreprise ne gagne pas d'argent alors qu'il y a plus de quarante ouvertures de McDonald's chaque année en France ? Ce discours scandaleux a été formellement remis en cause à travers les rapports d'expertise. Ceux-ci démontrent que chaque restaurant dégage en moyenne un excédent supérieur à 20 % de son chiffre d'affaires, une performance colossale en temps de crise, mais chaque restaurant reverse égale-

ment au Siège des frais de redevance représentant en moyenne 22 % de son chiffre d'affaires. Ces frais de redevance correspondent aux droits d'utilisation de la marque (fixe à 5 % du chiffre d'affaires) ainsi qu'à la location du terrain dont McDonald's est propriétaire (variable indexée sur le chiffre d'affaires). Le monde marche sur la tête, McDonald's achète un terrain et le donne en location à son propre restaurant à un prix totalement exorbitant... C'est aujourd'hui la force financière de McDonald's, ce ne sont pas les Big Mac qui rapportent de l'argent mais bien l'immobilier. Ce système financier qui absorbe tous les profits des restaurants aboutit à une double peine : les salariés ne touchent jamais la prime de participation sur les bénéfices, et les contribuables français sont aussi impactés dans la mesure où l'impôt sur les sociétés n'est pas dû lorsque l'on ne fait pas de bénéfices, donc moins de recettes fiscales pour l'État.

Bercy s'est interrogé sur ce montage peu scrupuleux, tout comme certains journalistes début 2014 en accusant l'enseigne d'évasion fiscale. Notre CE a dans la foulée déposé une plainte pour fraude fiscale, l'affaire est entre les mains de la justice.

Ce problème est bien mis en valeur par le rapport Unhappy Meal publié par plusieurs fédérations syndicales européennes et américaines au mois de février 2015, les profits de McDonald's seraient massivement délocalisés au Luxembourg, le préjudice estimé pour le fisc français serait de plus d'un milliard d'euros. En attendant, la plupart des salariés sont toujours au SMIC en temps partiel imposé, et on leur fait comprendre qu'ils représentent une charge lourde pour l'entreprise. Ça se passe comme ça chez McDonald's...

**Groupe Salvador-Seguí :** Comment réagissent les autres organisations syndicales ?

**Gilles :** Face à de pareilles injustices, les syndicats à l'unisson devraient taper du poing sur la table et durcir le dialogue. Or, seuls les élus de l'Unsa nous soutiennent de longue date, les autres représentants syndicaux bénéficient d'un traitement de faveur bien particulier. La plupart de ces leaders sont en effet cadres au siège, avec voiture de fonction, et remplacent les salariés grévistes lorsque ceux-ci sont en pleine action revendicative ! Ces personnes conçoivent le syndicalisme comme un business. Certains ont même été missionnés pour nous rencontrer et nous faire des propositions indécentes, comme des sommes d'argent pour quitter l'entreprise. Il est clair qu'une intersyndicale sera difficile à construire avec ce genre de mentalités !

**Groupe Salvador-Seguí :** Le 15 avril a eu lieu une action dans les restaurants



# MANGEZ DES BURGERS





McDonald's de Denfert-Rochereau et KFC de Strasbourg Saint-Denis. Y avait-il eu d'autres actions de ce genre ?

**Gilles :** La journée du 15 avril 2015 s'inscrivait dans le cadre d'une mobilisation mondiale au sein de la restauration rapide. Nous nous sommes mobilisés sur Paris avec une centaine de personnes qui étaient présentes parmi lesquelles on retrouvait, hormis notre syndicat, la Fédération du Commerce CGT, l'US Commerce CGT de Paris, des représentants des structures locales parisiennes CGT, le syndicat restauration rapide 76, un délégué de Marseille, des syndicalistes de l'Unsa, des étudiants et des journalistes...

Les problématiques françaises connues dans cette branche se retrouvent en général au niveau européen et mondial. De plus en plus de salariés n'arrivent plus à digérer la recette fiscale de McDonald's et d'autres enseignes pour dénoncer cette politique de délocalisation des profits, ainsi que pour revendiquer les mêmes droits pour les salariés travaillant au sein d'une même enseigne. Aujourd'hui, deux restaurants McDonald's espacés d'une centaine de mètres peuvent pourtant traiter leurs salariés d'une façon totalement différente et injustifiée. Chez l'un on retrouvera un CE, un treizième mois, des primes trimes-

trielles, chez l'autre rien ! L'un sera géré en propre par McDonald's France, l'autre par un franchisé. On retrouve pourtant le même modèle économique, les mêmes tenues de travail, les mêmes sandwiches, les mêmes conditions de travail, les mêmes processus de formation... À la vue du client, il s'agit de deux restaurants identiques, alors pourquoi une telle différence de traitement ? Nous demandons par conséquent une charte sociale chez McDonald's et dans la restauration rapide afin que les gérants ne puissent pas déroger à certains acquis issus de longues luttes dans certains établissements.

Il n'y a pas eu beaucoup d'actions de ce genre dans le passé, ou bien alors des actions dépourvues de caractère contraignant pour l'employeur. À mon sens il n'est pas possible d'envisager uniquement des rassemblements purement symboliques.

Ce jour du 15 avril a donc été l'occasion pour nous d'expliquer notre démarche aux salariés et à chaque client voulant entrer dans le restaurant. Le choix du lieu de Denfert-Rochereau pour McDonald's n'est pas anodin. Le franchisé de renom a toujours été allergique au dialogue social avec notre organisation syndicale, nos syndiqués en ont payé les frais et ont perdu une grande partie de leur force mentale. En plus

d'être payé au lance-pierres, s'il faut accepter de perdre toute dignité humaine, on peut se poser des questions sur la nature et la légalité de ce mode d'exploitation !

**Groupe Salvador-Seguí :** Y aura-t-il d'autres actions prévues ? Ne crains-tu pas une nouvelle la répression là où vous êtes allés ?

**Gilles :** Des futures actions sont nécessairement à prévoir pour que l'on voie une évolution face à tous les maux de la restauration rapide. L'évasion fiscale constitue le support de toutes les injustices subies de force par les travailleurs. Aujourd'hui une personne qui débarquerait dans la profession subira le temps partiel au lieu de le choisir, avec le salaire minimum. 24 heures par semaine, c'est 770 euros net par mois. Comment est-il possible de trouver un logement avec ce salaire ? De plus, le temps partiel va de pair avec les coupures, ce qui rend impossible en général la recherche d'un autre emploi ou la pratique d'un loisir. Le travail du dimanche n'est pas majoré, le travail de nuit est sous-valorisé, les jours fériés ne sont payés doubles que pour une partie des salariés. Le partage des richesses n'existe pas ! Pourtant de la richesse, il y en a, ceux qui la créent sont ceux à qui on va reprocher d'avoir pris une sauce ketchup en

plus pour son repas d'employé. Ces travailleurs ne s'en rendent pas compte, mais ils créent chaque jour un peu plus de richesse que le jour précédent. Les enseignes de la restauration rapide et McDonald's en première ligne sont les spécialistes de l'organisation du travail taylorienne. Le travail est décomposé en tâches simples et répétitives, il s'agit d'un travail à la chaîne, chaque salarié a un rôle bien défini et répète les mêmes gestes durant toute sa séquence de travail. En parallèle, les nouvelles technologies remplacent les humains, nous avons vu une prolifération des bornes de commandes un peu partout. Cela a un intérêt pour la rationalisation du service à la clientèle, il est possible de faire autant voire plus de chiffre d'affaires avec moins de salariés.

Le jour où chaque travailleur aura conscience de sa situation, les choses changeront. C'est le sens de nos démarches, éveiller les consciences, alerter l'opinion publique. Toutes les bonnes volontés seront les bienvenues pour nos prochaines actions. Nous suivrons attentivement l'attitude des dirigeants du McDonald's Denfert-Rochereau envers les salariés.

**Groupe Salvador-Seguí :** Tu as récemment été désigné secrétaire général du syndicat CGT McDonald's Paris et Ile-de-France. Certains accusent ton prédécesseur d'avoir voulu faire de l'entrisme et du noyautage anarchistes dans le syndicat. Que réponds-tu à ces affirmations? Quel bilan tires-tu de l'ancienne équipe en place?

**Gilles :** Je suis surpris par ces accusations, cela retire aux syndiqués leur rôle principal dans les actions du syndicat. C'est pourtant cette façon de faire qui m'a poussé à m'investir davantage dans cette organisation syndicale, le fait de laisser le dernier mot à la base, le fait d'exercer une vraie démocratie participative. Il y a toujours des sensibilités différentes au sein d'une organisation, à mon sens c'est une chance et une richesse pour le syndicat, cela garantit le débat d'idées, et c'est ce qui s'est passé ces dernières années.

L'équipe sortante a poussé le syndicat vers le haut, malgré quelques errances dans la formation et dans la politique de syndicalisation. Notre syndicat existe depuis 1999 mais n'a pas su conserver sa mémoire, c'est peut-être le principal reproche que je ferais à mes prédécesseurs, mêmes si de gros efforts ont été faits dans ce sens dernièrement. Il est toutefois important de saluer le travail de l'ancien secrétaire, qui a su rester à l'écoute, respectueux des problématiques d'autrui et transparent dans sa gestion.

**Groupe Salvador-Seguí :** Veux-tu rajouter quelque chose pour finir?

**Gilles :** Nous invitons chaque personne à soutenir nos luttes, chacun est plus ou moins concerné par les abus perpétrés par McDonald's ne serait-ce que par les accusations de fraude fiscale. Cette multinationale exploite non la force des travailleurs mais également toute la faiblesse de la classe politique française. Aides pour les emplois jeunes, CICE, baisse de la TVA... Que d'économies pour l'enseigne! Les prix ont-ils baissé pour le client? Les salaires ont-ils augmenté? Bien sûr que non! Il s'agit d'un combat très inégal dans la mesure où la gloutonnerie financière de McDonald's apparaît visuellement et sonorement dans la plupart des journaux papiers, à la télévision,

à la radio... Il est difficilement concevable pour l'enseigne de payer un média pour qu'il détériore son image!

Nous nous faisons donc connaître par le bouche à oreilles, sur les réseaux sociaux grâce notamment à la page Facebook «Les Indignés de McDonald's». De plus en plus de personnes nous soutiennent, nous avons des dizaines de milliers de vues pour certaines vidéos, et nous coordonnons des actions à partir de cet outil. Venez comme vous êtes!

*Propos recueillis par Nathan du groupe Salvador-Segui de la FA*





# Communiqué international

# Halte au harcèlement

# contre Mario González



**AUX MÉDIAS LIBRES**  
**AUX PEUPLES DU MONDE**  
**AUX INDIVIDUALITÉS SUBVERSIVES**

Les collectifs, organisations, groupes et individus signataires de ce communiqué, exprimons notre entière solidarité à Jorge Mario González García qui a été à nouveau pointé du doigt par les autorités de l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM) le 8 avril dernier dans un communiqué émis par le rectorat de cette université.

Celui-ci le désigne responsable des faits qui ont eu lieu au Collège de Sciences Humaines (CCH) Naucalpan le 8 avril 2015. Ces attaques et diffamations tant de la part des autorités universitaires que des autorités gouvernementales n'ont pas cessé depuis que Mario est sorti de prison, où il a été privé de sa liberté durant plus d'un an en raison de ses idées.

Nous considérons comme graves les accusations médiatiques et judiciaires lancées contre Mario, puisque c'est une nouvelle tentative de la part des autorités de l'UNAM pour

monter une scène propice permettant de recommencer à réprimer et à utiliser comme bouc émissaire notre compagnon, ce qui s'est déjà produit par le passé. Nous exigeons donc l'arrêt des diffamations, de la persécution et du harcèlement contre Jorge Mario González García.

De plus, nous n'oublions pas le passif policier et de casseurs de grève des autorités universitaires de l'UNAM, complices de disparitions, de tortures, de meurtres, d'emprisonnements, d'arrestations et de persécutions à l'encontre des activistes étudiants tel que Mario.

Beaucoup parmi nous avons marché aux côtés de notre compagnon depuis qu'il a été en prison, et nous ne lâcherons rien jusqu'à ce qu'il soit tranquille, sans aucun type de pression contre sa personne, sa famille et ses proches. Nous restons attentifs et continuerons à parler de ce cas qui est déjà bien connu ailleurs dans le monde, puisqu'il représente un vrai exemple de l'arbitraire et de la répression menées par les autorités qui se sont obstinées à faire taire la critique estudiantine.

Halte au harcèlement contre Mario González !

*Signataires :*

*Les trois passants, France*  
*Fédération anarchiste (France, Suisse, Belgique)*  
*Internationale des Fédérations anarchistes (IFA)*  
*Caracol Solidario, Besançon, France*  
*Mut Viz 13, France*  
*Comité Tierra y Libertad, Lille, France*  
*collectif grains de sable, France*  
*Terre et Liberté pour Auruco, France*  
*Grupo Solidaridad con Chiapas de Dorset, Reino Unido*  
*CSIA Nitassinan, France*  
*Groupe de Soutien à Leonard Peltier, France*  
*La Confederación General del Trabajo (CGT), Estado español*  
*Centro de Documentación sobre Zapatismo - CEDOZ- Estado español*  
*Plataforma Vasca de Solidaridad con Chiapas. Txiapasekin, Estado español*  
*ASSI (Acción Social Sindical Internacionalista)*  
*Anarchist Black Cross Paris, France*  
*Alternative Libertaire, Toulouse, France*

# La fabrique du mensonge



**Jean-Pierre Tertrais**

LE TITRE DE CET ARTICLE est celui d'un ouvrage de Stéphane Foucart (journaliste scientifique au *Monde*) paru en 2013 aux Éditions Denoël. Ce livre n'est sans doute pas indemne de quelques approximations ou inexactitudes, mais il a le mérite de revenir sur un événement scandaleux que la presse s'est consciencieusement abstenue de relayer.

## L'appel d'Heidelberg

Les années 1980-1990 connaissent une montée en puissance des préoccupations environnementales. Sous la pression d'une dégradation de la situation écologique et d'une opinion qui prétend se mêler de ce qui la regarde (même avec bac -3!), les politiques commencent à débattre des mesures à prendre pour préserver la biodiversité et lutter contre l'effet de serre, c'est-à-dire envisagent des législations qui menaceraient directement les intérêts des laboratoires pharmaceutiques et des industriels. Et – perspective insupportable pour sa plus grande partie – l'élite scientifique s'inquiète de devoir descendre de son pié-

destal. C'est précisément à ce moment qu'intervient l'appel d'Heidelberg – aux chefs d'état et de gouvernement (rendu public le 1<sup>er</sup> juin 1992) à la veille de l'ouverture du premier Sommet de la Terre, à Rio (rien ne sera laissé au hasard). Il faut noter d'ailleurs qu'une partie de la communauté scientifique accusera les signataires de scientisme.

Cette initiative vise clairement à exclure du champ de la science les disciplines émergentes que sont les sciences de l'environnement associées à l'émotion. L'écologie est perçue comme une idéologie politique et non comme une science réelle, et donc accusée de générer des « peurs infondées » et d'introduire l'irrationalité dans les mécanismes de prise de décision. Le géographe Yves Lacoste stigmatise la « nostalgie utopiste ». Comme le souligne Stéphane Foucart, par le biais de cet appel, un quart des prix Nobel alors vivants et des milliers d'autres savants ont été enrôlés à leur insu dans une opération de communication fomentée par les industriels français de l'amiante, rejoints par les cigarettiers amé-



ricains et sans doute par bien d'autres. Insu pour certains, plein gré pour d'autres, peu importe : l'assimilation entre science et technique, entre recherche et application, le rapprochement entre science, technique et industrie, exprimés sans ambiguïté dans le texte, montrent parfaitement qu'il s'agit d'une officine au service d'intérêts commerciaux.

L'objectif est de semer la confusion, de détourner l'attention, de brouiller la perception de la science, et finalement de retourner celle-ci contre elle-même. Un dirigeant de l'industrie du tabac écrivait dans une note de service : « Notre produit, c'est le doute, car c'est le meilleur moyen de remettre en question "les preuves" ancrées dans l'esprit du grand public. Et aussi parce que du doute naît la controverse » ! En manipulant les mots et leur sens (voir G. Orwell), en truquant, s'il le faut, courbes et graphiques, en finançant des chercheurs prestigieux et des travaux de qualité pour s'acheter une respectabilité, en allumant des contre-feux, en montant des contentieux en épingle, en diffamant des chercheurs, en multipliant les études biaisées (par exemple, sur les faibles doses ou le déterminisme génétique), et surtout en minimisant systématiquement les risques. En martelant sans cesse qu'« il y a beaucoup d'incertitudes » ou que « tous les spécialistes ne sont pas d'accord ». Ainsi enfermés dans des débats interminables, les « responsables » finissent par ne jamais prendre de décision, ou au moins par perdre beaucoup de temps. Or l'obsession des industriels est de s'affranchir des réglementations, de toute entrave légale.

### Une offensive tous azimuts

Et ces stratégies concernent de nombreux domaines (où l'on retrouve d'ailleurs souvent les mêmes « experts ») : amiante, tabac, changement climatique, pesticides, mais aussi déchets toxiques, carburants, emballages alimentaires, perturbateurs endocriniens... C'est ainsi que le projet des cigarettiers d'enfermer, grâce à la force de persuasion de la propagande publicitaire, les hommes dans une dépendance chimique afin de les asservir économiquement, apparaît comme un souci de leur bien-être. La cigarette est présentée sous un aspect positif : plaisir procuré, bénéfices sanitaires présumés. La frustration et la culpabilité engendrent du stress ; il est donc primordial que les gros fumeurs, anxio-dépressifs, utilisent le tabac comme une automédication ! Ces escrocs sans scrupule vont jusqu'à qualifier l'interdiction de fumer dans les lieux publics d'« intrusion fascisante » ! On en oublierait presque les cent millions d'individus que la cigarette a tués au cours du xx<sup>e</sup> siècle, selon les estimations de l'OMS.

C'est ainsi que, alors que le lien est clairement établi depuis longtemps entre le mésothéliome (cancer des voies respira-

toires presque exclusivement lié à l'amiante) et la fibre minérale inhalée, les tergiversations du Comité permanent amiante – réunissant des scientifiques corrompus, d'autres ignorants du sujet, des industriels, des syndicalistes, des fonctionnaires – conduiront à retarder à 1997 l'interdiction de la fibre cancérigène, qui devrait causer, selon l'Inserm, environ 100 000 morts prématurés entre 1995 et 2025. Pourquoi en effet aucun épidémiologiste n'a travaillé, en France, sur les

---

### L'objectif est de semer la confusion, de détourner l'attention, de brouiller la perception de la science, et finalement de retourner celle-ci contre elle-même.

---

effets de l'amiante jusqu'en 1993, alors que sa nocivité à faible dose était déjà bien établie dans les années 1960 ? Craignait-on d'aboutir à un résultat ?

La stratégie est identique avec la disparition des abeilles. Alors que les apiculteurs voient leurs colonies s'effondrer depuis deux décennies environ, principalement dans les zones de grandes cultures agricoles, ce qui coïncide avec l'introduction d'une nouvelle classe d'insecticides, les « néonicotinoïdes » (Cruiser, Gaucho...) qui s'attaquent au système nerveux central des insectes, les « phyto-pharmaciens » vont systématiquement orienter leurs recherches vers les pathogènes naturels, pour faire diversion (prédateurs, parasites, champignons, bactéries, virus). Un détail qui tue : avant 1990, l'attention globale de la communauté scientifique se portait plus sur les pesticides que sur les acariens ; ensuite, curieusement, le phénomène s'inverse. Quoi de plus facile, pour occulter l'évidence, que de diluer un problème en accordant aux autres une importance disproportionnée ? La science, c'est quand on trouve les résultats qu'on cherche !

### Pour une lucidité sans complaisance

Bien entendu, la malhonnêteté intellectuelle n'est pas l'apanage d'une seule idéologie, d'une seule sensibilité politique, d'une seule perception du monde. Des ONG impliquées dans le domaine de l'écologie, des chercheurs soucieux des atteintes à la biosphère ont pu se livrer à quelques contorsions avec la réalité pour défendre leur cause. On le sait aussi, les méthodes du GIEC sont loin d'être au-dessus de tout soupçon (ce qui ne change d'ailleurs rien quant à la menace d'un dérèglement climatique). Mais les impostures commises par leurs adversaires sont sans commune mesure. Parce que les lobbies du pétrole, de la chimie, de la pharmacie, de l'agroali-

mentaire disposent de moyens financiers et de ressources autrement considérables. Ce qui leur permet de propager leur discours pseudo-scientifique à l'aide de nombreux outils : séminaires, conférences, tribunes, blogs, livres grand public... Et avec l'appui indéfectible de la presse la plus influente, fidèle courroie de transmission des enjeux de pouvoir et des intérêts économiques. Et parfois même avec des appuis plus surprenants : ainsi, évoqué par S. Foucard, le « lien univoque et indéfectible entre la rationalité et le soutien enthousiaste pour les biotechnologies » entretenu par l'AFIS, émanant de l'Union rationaliste ! On pourrait aussi s'étendre sur les points de vue scandaleux de l'Académie des sciences qui, après les affaires de l'amiante et de la dioxine, se prononce en faveur des OGM, minimise les influences délétères de la télévision, d'Internet ou des jeux vidéo sur le développement intellectuel, la sociabilité et la santé de l'enfant, ou encore ménage les intérêts des filières du nucléaire et du pétrole en s'exprimant sur la transition énergétique.

Décidément, les rapports entre « science » et industrie sont des plus affectueux... ou intéressés. C'est bien l'industriel qui choisit et rémunère le laboratoire privé qui réalise ses tests toxicologiques ; par conséquent, seuls les résultats qui lui conviennent seront retenus. Parce que les implications commerciales déterminent les opinions « scientifiques ». Comme le note encore, S. Foucart, « toutes les sciences qui, d'une manière ou d'une autre, suggèrent la fragilité de l'homme et de la biosphère face au système technique doivent être attaquées et ramenées au rang de mauvaise science (junk science en anglais), par opposition à la science solide ».

Affirmer que la collaboration du capitalisme et de l'État ignore, nie les conséquences humaines, sociales, culturelles, écologiques de ses innovations, qu'elle refuse de comprendre que la « crise » compte parmi ses principales causes la trop forte pression exercée par les hommes sur leurs milieux de vie, ne suffit pas. Dans *Requiem pour l'espèce humaine*, Clive Hamilton écrit : « Lorsque des faits sont très alarmants, il est plus facile de les réinterpréter ou de les ignorer que de les regarder en face », exprimant ainsi une forte résistance psychologique aux avertissements. Pour ne pas poursuivre le caractère « insoutenable » de notre « développement », le préalable est que les « travailleurs » sortent de l'effet anesthésiant des propos rassurants, de la fascination devant le clinquant de la civilisation thermo-industrielle, du mirage de la technique, du piège du productivisme, de l'illusion de la croissance. Bref, qu'ils « décolonisent leur imaginaire ». On ne résoudra décidément pas le problème actuel avec les schémas de pensée qui l'ont engendré. Et si, finalement, les écolo-sceptiques étaient les vrais idiots utiles du capitalisme !

J-P.T

# À propos d'**autorité** et d'**anti-autorité**



**René Berthier**

**LA CAPACITÉ DU MOUVEMENT LIBERTAIRE** à examiner de manière critique la bureaucratie qui était apparue à la direction de l'AIT a sans doute été desservie par une erreur d'interprétation du concept d'autorité, ou du moins par un glissement sémantique du terme. Le terme «anti-autoritaire» dérive du concept d'autorité qu'on retrouve fréquemment chez Proudhon et Bakounine, mais chez ces auteurs c'est un concept qui s'applique aux manifestations diverses du pouvoir politique, de l'État. Le «communisme autoritaire» est le communisme d'État.

Le terme fut créé comme synonyme de «bureaucratique», pour désigner Marx et ses amis. Les «anti-autoritaires» étaient opposés aux pratiques bureaucratiques de la direction de l'Internationale. Que celle-ci, et Marx en particulier, ait eu un comportement autoritaire est indéniable, mais ce n'est pas cela qui était principalement visé. Être autoritaire, dans le cas qui nous concerne, n'est donc pas une attitude morale, un trait de caractère, c'est un comportement politique. Anti-autoritaire signifie, par opposition, «démocratique». Ce dernier mot existait bien à l'époque, mais il avait lui aussi un contenu différent. Moins

d'un siècle après la Révolution française, il qualifiait les pratiques politiques de la bourgeoisie. C'étaient les bourgeois qui étaient des démocrates. Ce n'est que plus tard qu'on a associé les notions de démocratie et de prolétariat, dans l'expression «démocratie ouvrière». La tendance anti-autoritaire de l'AIT était donc en faveur de la démocratie ouvrière, tandis que la tendance marxiste était perçue comme étant en faveur de la centralisation bureaucratique.

La défaite des collectivistes après le congrès de La Haye en 1872 fut mise sur le compte de cette «autorité», puis sur le principe même d'organisation, qui produit cette «autorité». Le mot est progressivement utilisé dans son sens psychologique et comportemental. Va donc se développer, en réaction à la bureaucratisation et à la centralisation mises en place par Marx, une opposition à toute forme d'organisation. Engels ne s'y trompe pas, qui désigne les antiautoritaires par le terme d'«autonomes»<sup>1</sup>. Seront abandonnés les fondements mêmes de la doctrine élaborée par Proudhon et par Bakounine, dont le centre de gravité était le fédéralisme; apparaît alors, sur le plan de la doctrine, une forme particu-





lière de libéralisme radicalisé, et sur le plan de l'organisation, ce qu'on appellerait aujourd'hui l'horizontalisme, qui est en fait une négation du fédéralisme.

Les militants «anti-autoritaires» vont tenter de tirer les leçons de l'histoire. Ils diront : c'est la centralisation de l'organisation, le contrôle de son appareil par une petite coterie qui fut la cause de la dégénérescence «autoritaire», c'est-à-dire bureaucratique, de l'Internationale. Il faut donc empêcher toute centralisation quelle qu'elle soit. Contre les positions défendues par les grands théoriciens du mouvement libertaire qui préconisaient le fédéralisme, c'est-à-dire un équilibre entre l'action autonome des structures de base et la centralisation<sup>2</sup>, ils vont, par réaction, se faire les défenseurs exclusifs de l'autonomie, les adversaires acharnés de toute forme d'organisation, accusée d'être par nature productrice d'«autorité». Alors que des délégués nommés par les sections représentaient celles-ci lors des congrès, on devient maintenant un opposant à toute forme de représentation.

Mais peu à peu, le contenu sémantique de l'expression «antiautoritaire», qui était à l'origine équivalent à «anti-bureaucratique», va dévier. On s'opposera désormais à toute forme d'autorité entendue comme comportement. Le simple respect de consignes librement débattues devient de l'autoritarisme. Le simple fait d'assumer une fonction élective quelconque va être qualifié d'«autoritaire» parce que voter pour déléguer temporairement un pouvoir devient une abdication intolérable de sa liberté individuelle, de son être intime. Seule l'initiative individuelle devient acceptable<sup>3</sup>.

Alors que le concept politique d'autorité s'appliquait à ce qui était en relation avec le pouvoir d'État ou à des relations de pouvoir au sein d'une organisation, le terme «autorité» finit par prendre une connotation psychologique, ce que Malatesta explique parfaitement bien : «L'erreur fondamentale des anarchistes adversaires de l'organisation est de croire qu'il n'y a pas de possibilité d'organisation sans autorité. Et une fois cette hypothèse admise, ils préfèrent renoncer à toute organisation, plutôt qu'accepter le minimum d'autorité. Maintenant que l'organisation, c'est-à-dire l'association dans un but déterminé et avec les formes et les moyens nécessaires pour poursuivre ce but, soit nécessaire à la vie sociale, c'est une évidence pour nous. [...] Mais nous préférons encore l'autorité qui gêne et attriste la vie, à la désorganisation qui la rend impossible<sup>4</sup>.»

Ces propos restent malgré tout dans la perspective d'un «anti-autoritarisme» à caractère comportemental : l'organisation est inévitable, mais elle reste intrinsèquement productrice d'«autorité» : le simple fait d'assumer une fonction est «autoritaire». Désigner quelqu'un à une fonction est un abandon de sa souveraineté individuelle. Dans ce même article, Malatesta cite l'exemple du machiniste et du chef de train qui ont «forcément une autorité», mais «les gens aimeront toujours mieux subir leur autorité plutôt que de voyager à pied»... Ce qui est tragique dans l'affaire est que les anarchistes en soient venus à considérer comme une relation d'«autorité» le fait pour un machiniste de conduire un train (ou pour un dentiste de soigner une carie, etc.), alors qu'il ne s'agit que de l'exercice d'une fonction que quiconque peut récuser en s'abstenant de prendre le train (ou d'aller chez le

dentiste). Cela fausse toute la réflexion sur le problème de l'«autorité» (et cela fait perdre beaucoup de temps en arguties).

Les «anti-autoritaires» nouvelle manière en vinrent à préconiser la décentralisation totale comme méthode pour éviter la centralisation qu'ils avaient jusque-là connue. En réaction à la centralisation, l'autonomie totale des structures de base deviendra le maître mot des anarchistes, au point qu'il n'y aura plus que des structures de base et aucune organisation réelle. Si une instance de régulation devait exister, elle n'aurait pas de fonction «politique», mais seulement une fonction technique : faire circuler le courrier, etc. Or lorsque les anarchistes mettront sur pied ce type de structure, sans aucune fonction «politique» ou décisionnelle, la circulation même du courrier ne fonctionnera jamais – sans doute parce que pour faire circuler du courrier à une échelle internationale (et une organisation internationale a beaucoup de courrier à faire circuler), il faut de l'argent, et pour avoir de l'argent il faut décider de prélever des cotisations, c'est-à-dire faire preuve d'«autorité»...

Toute organisation, intrinsèquement, est maintenant perçue comme conduisant à l'autorité, à la centralisation et à la bureaucratie. La solution proposée fut donc de constituer des structures autonomes, sans liens entre elles autres qu'occasionnelles ; c'était remettre en cause un des fondements de l'anarchisme, le fédéralisme : «Le fédéralisme est constitutif de l'anarchisme depuis la période de l'Association internationale des travailleurs, puisque le courant anarchiste s'affirme là à travers sa critique du centralisme et sa célébration de l'autonomie», dit Marianne

Enckell<sup>5</sup>, qui a parfaitement raison de préciser que c'est le fédéralisme « qui est l'antonyme de centralisation, et non la décentralisation<sup>6</sup> ».

Les militants « anti-autoritaires », constatant ce qu'ils estimaient être les dégâts du principe même d'organisation après la fin de l'AIT, ont vidé le fédéralisme de son contenu et préconisé la décentralisation maximale. Ils se sont repliés d'abord sur le petit groupe d'affinités supposé être le garant de l'absence de bureaucratisation (d'« autorité »), puis sur l'individu, après quoi on n'a plus rien à décentraliser. L'organisation, limitée au groupe affinitaire, n'a pas pour fonction d'analyser une situation et de définir une ligne d'action en commun, elle a pour fonction d'y permettre l'épanouissement personnel. « Le groupe est pour eux une simple école éducative ; il n'y a ni bureau ni caisse, chacun est indépendant. Les adhérents s'occupent d'être eux-mêmes, puis se développent, s'instruisent ; l'on discute afin de savoir ce qui est bien et ce qui est mal et chacun agit suivant les facultés que lui permet son tempérament. L'on ne dit à personne faites ceci ou faites cela... » [...] « École éducative, le groupe est aussi un lieu de camaraderie, de rendez-vous pour libres discussions avec des amis connus ou des compagnons de passage auxquels nul ne s'aviserait de faire décliner leur identité et où personne ne se préoccupe de verser ou d'encaisser des cotisations<sup>7</sup>. »

Lorsque dans *La Science moderne et l'anarchie* Kropotkine écrit que « nous cherchons le progrès dans la plus grande émancipation de l'Individu de l'autorité de l'État ; dans le plus grand développement de l'initiative individuelle et dans la limitation des fonctions gouvernementales », le lecteur finit par comprendre que l'organisation n'est pas le lieu où s'élabore collectivement une stratégie de lutte contre le capital mais un lieu où des individus viennent exposer leurs problèmes pour y épanouir leur individualité et développer leurs initiatives individuelles. L'« Autorité » et, par extension l'État, qui est le concentrat de l'Autorité, finissent par devenir le principal adversaire de l'anarchiste, plutôt que le capitalisme<sup>8</sup>, et l'anarchisme peut dès lors se dissoudre dans l'individualisme.

On en vint à constituer des groupes autonomes affinitaires dans lesquels l'initiative révolutionnaire individuelle et l'action exemplaire devaient permettre de passer sans transition à une société communiste. Un théoricien anarchiste qui expose ce genre de vues n'a strictement aucune idée de ce que peut être le syndicalisme, ou d'une manière plus générale l'organisation de groupes de travailleurs qui se défendent contre les capitalistes. Pendant un temps, l'activité de ces anarchistes, notamment en Espagne et en Italie, fut de susciter des insurrections locales, lors desquelles quelques dizaines de personnes prenaient la mairie d'assaut, brûlaient les documents administratifs, proclamaient le communisme, la plupart du temps dans l'indifférence générale, avant de se faire chasser piteusement par la police. Il s'agissait de donner l'exemple aux populations.

On arrive ainsi à une définition de l'orga-

nisation par Malatesta qui est la plus longue définition qu'on puisse trouver d'une boîte à lettres. Une citation de Malatesta, très longue, me semble cependant extrêmement révélatrice : « [...] Les Congrès, dans une organisation anarchiste, tout en souffrant, en tant que corps représentatifs, de toutes les imperfections que j'ai signalées, sont exempts de tout autoritarisme parce qu'ils ne font pas la loi ; n'imposent pas aux autres leurs propres délibérations. Ils servent à maintenir et à étendre les rapports personnels entre les camarades les plus actifs, à résumer et provoquer l'étude de programmes sur les voies et moyens d'action, à faire connaître à tous la situation des diverses régions et l'action la plus urgente en chacune d'elles, à formuler les diverses opinions ayant cours parmi les anarchistes et à en faire une sorte de statistique, et leurs décisions ne sont pas des règles

---

### **« Dans une organisation anarchiste, chaque membre peut professer toutes les opinions et employer toutes les tactiques qui ne sont pas en contradiction avec les principes acceptés. »**

---

obligatoires, mais des suggestions, des conseils, des propositions à soumettre à tous les intéressés, elles ne deviennent obligatoires et exécutives que pour ceux qui les acceptent jusqu'au point où ils les acceptent. Les organes administratifs qu'ils nomment – Commission de correspondance, etc. – n'ont aucun pouvoir de direction, ne prennent d'initiatives que pour le compte de ceux qui sollicitent et approuvent ces initiatives, n'ont aucune autorité pour imposer leurs propres vues qu'ils peuvent assurément soutenir et propager en tant que groupes de camarades, mais qu'ils ne peuvent pas présenter comme opinion officielle de l'organisation. Ils publient les résolutions des congrès, les opinions et propositions que groupes et individus leur communiquent ; ils sont utiles à qui veut s'en servir pour plus de plus faciles relations entre les groupes et pour la coopération entre ceux qui sont d'accord sur diverses initiatives, mais libre à chacun de correspondre directement avec qui bon lui semble ou de se servir d'autres comités nommés par des groupements spéciaux.

Dans une organisation anarchiste, chaque membre peut professer toutes les opinions et employer toutes les tactiques qui ne sont pas en contradiction avec les principes acceptés et ne nuisent pas à l'activité des autres. En tout cas, une organisation donnée dure aussi longtemps que les raisons d'union sont plus fortes que les raisons de dissolution ; dans le cas contraire elle se dissout et laisse place à d'autres groupements plus homogènes. Certes, la durée, la permanence d'une organisation est condition de succès dans la longue lutte que nous avons à soutenir et, d'autre part, il est naturel que toute institution aspire, par instinct, à durer indéfiniment. Mais la durée d'une organisation libertaire doit être la conséquence de l'affinité spirituelle de ses membres et des possibilités d'adaptation de sa constitution aux changements des circonstances ; quand elle n'est plus capable d'une mission utile, le mieux est qu'elle meure<sup>9</sup>. »

L'organisation en elle-même, facteur d'autorité, devient le mal, l'autonomie la vertu. Le groupe autonome un tant soit peu organisé devient lui-même producteur d'« autorité » ; aussi en vient-on à proclamer

l'autonomie de l'individu dans le groupe. C'est sans doute cette réaction, qu'on pourrait qualifier de centrifuge, qui sera le déclencheur d'un courant qui se qualifiera d'anarchiste individualiste. Stirner, totalement inconnu et qui ne sera « découvert » que dix ans plus tard, n'y est pour rien<sup>10</sup>.

Au nom de la lutte contre l'« autorité », les opposants au principe de l'organisation pousseront leurs convictions très loin : Gaston Leval rappelle que « Malatesta fut blessé d'un coup de revolver et aurait été tué sans l'intervention d'autres camarades par un anarchiste qui considérait une trahison que s'organiser en un mouvement fédératif<sup>11</sup> ».

R. B.

1. L'Internationale, documents et souvenirs, éditions G. Lebovici, II, p. 22.

2. Aux partisans du « basisme » à tout prix, Gaston Leval disait que lorsqu'il y a une « base » ou une « conférence », il y a forcément un « sommet » ou un « centre » : la vraie question était de savoir quel type de rapport existait entre l'un et l'autre...

3. Cf. Voter, c'est abdiquer : abstention révolutionnaire anarchiste. Paris [France] : Fédération anarchiste, 1986. Textes de Thyde Rosell, Maurice Joyeux, Roland Bosdeveix, Sébastien Basson, Jean-Marc Raynaud, Gaetano Manfredonia.

4. Malatesta, « L'Agitazione », Ancône, 4 juillet 1897, in : Errico Malatesta, Articles politiques, 10/18, p. 92-94.

5. Marianne Enckell « Fédéralisme et autonomie chez les anarchistes », Réfractations, n° 8, 2002, p. 8.

6. Cf. Amédée Dunois : « L'anarchisme n'est pas individualiste ; il est fédéraliste, associationniste au premier chef. On pourrait le définir : le fédéralisme intégral. » Anarchisme et syndicalisme. Le congrès anarchiste international d'Amsterdam (1907). Introduction d'Ariane Miéville et Maurizio Antonioli, Nautilus. – Éditions du Monde libertaire, 1997, p. 157. Notons qu'Amédée Dunois lui aussi, comme César de Paepe, finira par quitter le mouvement anarchiste.

7. Les Anarchistes des origines à hier soir, Éditions du Monde libertaire-Éditions Alternatives libertaires, « Des attentats au syndicalisme révolutionnaire ».

8. Dans le même ouvrage, Kropotkine définit ainsi l'anarchisme : « Dans la lutte entre l'Individu et l'État, l'anarchisme, comme ses prédécesseurs du XVIII<sup>e</sup> siècle, est du côté de l'Individu contre l'État, de la Société contre l'Autorité qui l'opprime. »

9. Malatesta, « Anarchie et organisation », 1927. [en réponse à la Plateforme d'Archinov].

10. L'œuvre de Stirner, inconnue en France, dont il est incompréhensible selon nous qu'elle soit qualifiée d'« anarchiste », était tombée dans l'oubli en Allemagne. C'est John Henry Mackay (allemand malgré son nom) qui tira l'œuvre de Stirner de son oubli et l'associa à l'individualisme anarchiste, après la publication de Max Stirner – sein Leben und sein Werk (1898). On ignore souvent que Stirner est devenu « anarchiste » grâce à Engels : celui-ci est le premier à l'avoir élevé à ce statut. Cela se passe en 1888, dans un livre intitulé Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande.

11. Gaston Leval, « La crise permanente de l'anarchisme ».





# Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres  
qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

## « Ce spectacle affreux servira de leçon »

La répression antisyndicale  
et anti-anarchiste en France (1871-1914)\*

**Éric Vilain**

\* Suite de l'article publié  
dans le numéro 1773.

**LA FORCE RECONSTITUÉE** du mouvement ouvrier parisien se manifesta en 1875 et 1876 par deux initiatives de grande ampleur. Les chambres syndicales envoient une délégation à l'exposition de Philadelphie. Une telle initiative n'a évidemment été possible que par la concertation de 44 chambres syndicales, dès juin 1875. Le comité mis sur pied à cette occasion décida dans la foulée d'organiser en 1876 un congrès à Paris.

Pour l'exposition de Philadelphie, dès juin 1875 était constituée une commission exécutive dans laquelle étaient représentées quarante-quatre chambres syndicales. Des journaux radicaux, mais aussi républicains et modérés, soutinrent l'initiative, ainsi que des personnalités de tendances variées : Tolain, Arago, Gambetta. Des subventions furent demandées au Conseil municipal de Paris, à la Chambre des députés : cette dernière étendit la subvention aux ouvriers de province et aux agriculteurs, jugés plus modérés. On se méfie encore des ouvriers et l'ombre de la Commune plane encore.

Mais chez les ouvriers la méfiance envers l'État et envers les partis réapparaît aussitôt : les délégués ouvriers qui préparaient le congrès de Paris refusèrent la subvention de la Chambre des députés. Il y eut donc deux délégations, l'une subventionnée par la presse et le conseil municipal, l'autre subventionnée par la Chambre des députés.

Le Congrès de Paris fut organisé grâce à l'aide du journal la Tribune et du sénateur Crémieux. Mais les ouvriers rappelèrent que « dégagés de la tutelle de l'État, les travailleurs doivent faire eux-mêmes leurs propres affaires ». On insista sur le fait que le congrès était exclusivement ouvrier, car il fallait « à tout prix éviter que des politiciens, des théoriciens ne vinssent égarer les esprits, les diriger et se servir du congrès comme d'un tréteau pour des opérations électorales ou politiques ».

Le congrès qui se tint à Paris du 2 au 10 octobre 1876 fut très timide, et n'entendait rester que sur le terrain purement ouvrier, économique et corporatif ; cependant, les revendications qu'il formule vont très loin pour l'époque : il revendique pour les ouvrières la journée de huit heures, la suppression du travail de nuit dans les manufactures et l'égalité du salaire. Il réclame également l'organisation de retraites pour les vieux, avec l'aide des seules chambres syndicales, sans l'intervention de l'État, ainsi que l'éducation professionnelle et gratuite à tous les degrés. Enfin, le congrès reprend la revendication formulée dans Le Manifeste des Soixante sous le Second Empire : le principe de la candidature ouvrière. Le Bulletin de la Fédération jurassienne reconnaît que ce congrès fut un événement positif « parce qu'en lui-même et indépendamment de tout le reste, le seul fait d'avoir réuni des ouvriers en congrès à Paris est une bonne chose ».



L'Incendie du château des Tuileries par Bertrand Tilier.

Un autre congrès se tiendra à Lyon en 1878, inspiré lui aussi par le mutualisme, le coopérativisme. Une tentative de conférence internationale, à l'occasion de l'Exposition universelle de septembre 1878, sera interdite. Une minorité de délégués, malgré tout, se réunira le 15 septembre pour protester contre l'interdiction : il y aura trente-huit arrestations, ce qui fournira à Jules Guesde l'occasion de prendre leur défense et de rédiger une brochure qui aura une très forte diffusion.

Un congrès ouvrier socialiste, le troisième, est convoqué à Marseille le 23 octobre 1879. Il rassemble des représentants d'organisations ouvrières et de groupes socialistes nouvellement créés : les délégués d'associations ouvrières de 45 villes sont présents, dont des anarchistes, parmi lesquels Jean Grave, représentant la Chambre syndicale des ouvriers cordonniers de Marseille.

Les collectivistes y triomphèrent des mutualistes qui furent écrasés, peut-on lire dans *L'Encyclopédie anarchiste* de Sébastien Faure : « Par 72 voix contre 27 le Congrès adopte pour but : la collectivité du sol, sous-sol, instruments de travail ; matières premières données à tous et rendues

inaliénables par la Société à qui elles doivent retourner. Ce qui n'empêche nullement le Congrès d'invoquer la légalité et de déclarer que ce programme n'est réalisable que par la prise du pouvoir politique et de transporter dans l'arène politique l'antagonisme des classes. »

Mais alors que les deux congrès précédents étaient spécifiquement ouvriers, celui de Marseille accueille également des délégués de groupes socialistes, c'est-à-dire des groupes d'opinion. Jules Guesde, qui est la personnalité dominante de ce congrès, tente d'unir le mouvement ouvrier et le mouvement socialiste. Le congrès de Marseille décide la création de la Fédération du Parti des Travailleurs socialistes de France.

« C'est du Congrès de Marseille, en 1879, que date l'immixtion de la politique dans les syndicats. Ceux-ci s'en trouvèrent gênés jusqu'à la constitution de la CGT en 1895. L'unité ouvrière en fut retardée d'un quart de siècle. Et ce fut une suite de luttes terribles qui s'aggravèrent encore du fait des scissions qui se produisirent et se multiplièrent dans le Parti socialiste en se répercutant dans les Syndicats, comme aujourd'hui. », dit *L'Encyclopédie anarchiste*.

En mai 1880, Jules Guesde se rend à Londres pour soumettre à Karl Marx un projet de programme électoral qui doit être

ratifié en juillet par la fédération du Centre, qui se réunissait à Paris. Marx et Engels amendent le programme et le cautionnent. Engels se montrera même surpris de la teneur du texte. Cette bénédiction donnée à Jules Guesde par les fondateurs du socialisme dit « scientifique » instaurera le socialiste français comme gardien intransigeant du dogme.

Un quatrième congrès ouvrier socialiste se tiendra au Havre du 14 au 22 novembre 1880 lors duquel devait être adopté le programme qui eut l'approbation de Marx. Mais à peine constitué, le Parti ouvrier français doit faire face à une série de quatre scissions entre 1881 et 1882.

Les groupes et chambres syndicales, de tendance mutualiste et coopérativiste, scissionnent. Ensuite les anarchistes quittent le congrès et siègent dans une salle différente. Une troisième scission survient avec la création de l'Alliance socialiste républicaine. Enfin, Paul Brousse s'en va pour fonder ensuite le parti possibiliste lors d'un congrès qui se tiendra à Saint-Étienne en septembre 1882. Une cinquième scission surviendra en octobre 1890 au sein de la Fédération des travailleurs socialistes entre



partisans de Brousse et partisans d'Allemane. Ainsi, le mouvement socialiste est divisé entre le Parti ouvrier (guesdiste), la Fédération des travailleurs socialistes de France et le parti ouvrier socialiste révolutionnaire (allemaniste).

Dès lors, guesdistes et possibilistes vont se livrer une guerre acharnée.

Une cinquième scission se produira au sein même du parti possibiliste (Fédération des Travailleurs socialistes de France) entre les partisans de Brousse et les partisans de Jean Allemane.

La coupure définitive entre anarchistes et socialistes a lieu à Paris le 22 mai 1881 au congrès régional du Centre. À la suite de divergences sur le contrôle des mandats, les anarchistes décident de tenir leur propre congrès séparément, du 25 au 29 mai.

Les années qui ont suivi l'écrasement de la Commune ne sont pas, on le voit, un désert total du point de vue de l'activité ouvrière. Rappelons que le vote de la loi d'amnistie du 11 juillet 1880 ramène en France de nombreux militants.

De même, du côté des institutions de l'État, les préoccupations concernant le sort de la classe ouvrière ne sont pas absentes, même si elles ne suscitent pas une adhésion enthousiaste, ni de la part des patrons, ni de la part des ouvriers. Le 4 juillet 1876, un député radical fait une proposition de loi à la Chambre tendant à la reconnaissance légale des syndicats professionnels, et encourageant les conventions collectives. Cette proposition est condamnée par le Congrès ouvrier de Paris, en octobre 1876 car elle exigeait que les noms et adresses de tous les membres du syndicat soient déclarés.

Les délégués de 62 chambres syndicales ouvrières de Paris nomment le 30 mars 1878 une commission chargée d'élaborer un projet de législation sur les associations professionnelles. Le 1<sup>er</sup> juillet, la Commission conclut que la seule déclaration exigible soit celle des statuts et du nombre des membres, et qu'à Paris la déclaration soit faite, non à la préfecture de police, mais à la préfecture de la Seine.

Le gouvernement Jules Ferry réplique en déposant un projet de loi, le 21 novembre 1880, qui conserve la déclaration obligatoire des noms et adresses des membres du syndicat, qui retire la faculté d'entrer dans le syndicat aux ouvriers étrangers et aux ouvriers français privés de leurs droits civils. Un député, Alain Targé, affirme en mars 1881 qu'il y a en France cinq cents chambres syndicales (dont cent cinquante à Paris), comptant soixante mille adhérents. Une série de lois seront votées, notamment la loi du 21 mars 1884 relative à la création des syndicats, abrogeant la loi Le Chapelier et les articles 415 et 416 du code pénal. Les syndicats professionnels peuvent désormais se constituer librement, sans l'autorisation



**Cette volonté d'indépendance par rapport à l'État et par rapport aux partis peut être définie comme un héritage du proudhonisme.**

du gouvernement, dans des conditions qui sont encore à peu près les mêmes aujourd'hui.

Il nous a semblé important de faire ce rappel historique de la situation de la classe ouvrière française au lendemain de l'écrasement de la Commune pour montrer que le traumatisme a été réel et considérable, la répression qui a suivi a elle aussi été réelle et considérable. Mais la classe ouvrière n'a jamais baissé les bras; elle a sans doute fait pendant un temps le dos rond, mais le combat pour s'organiser et lutter n'a jamais totalement cessé. Ceux des militants anarchistes qui ont fait le choix de la «propagande par le fait» dans son acception terroriste n'étaient donc pas confrontés à cette seule option pour réagir contre une situation qu'ils jugeaient intolérable.

L'alibi de la répression consécutive à l'écrasement de la Commune ne saurait être la seule, ni même la principale explication du choix du terrorisme.

Cinq ans après l'écrasement de la Commune, le mouvement ouvrier parisien a fondé de nombreuses chambres syndicales, organisé des congrès; il participe à des rencontres internationales. Il est donc en train de se réorganiser – quoiqu'avec des effectifs moins nombreux que sous l'Empire. Il ne fait pas de doute que l'aide du Parti radical fut décisive, mais les chambres syndicales ouvrières affirment leur indépendance par rapport aux partis et restent très méfiantes envers l'État républicain.

Cette volonté d'indépendance par rapport à l'État et par rapport aux partis peut être définie comme un héritage du proudhonisme et constitue, à l'état embryonnaire, un des traits caractéristiques du syndicalisme révolutionnaire qui apparaîtra à la fin du siècle. Alors, la répression contre le mouvement ouvrier s'accroîtra considérablement.

En 1893 eut lieu à Paris un congrès historique des Bourses du travail, souvent passé sous silence, regroupant des représentants de toute la classe ouvrière. Ce congrès adopte à l'unanimité moins une voix le principe de la grève générale.

À l'époque, la CGT n'est pas encore constituée – elle le sera deux ans plus tard.

E. V.

# Corriger le passé



**Charles Jacquier**

**NÉ EN 1932** à Paris d'un père prince polonais et d'une mère mexicaine d'ascendance française, Elena Poniatowska arrive au Mexique avec sa mère en 1941, fuyant l'Europe en guerre. Journaliste et romancière, elle figure aujourd'hui parmi les grands noms de la littérature d'Amérique latine et a obtenu en 2013 le prestigieux Prix Cervantès pour l'ensemble de son œuvre. Dans une bibliographie qui compte une trentaine de livres, de 1954 à nos jours, seuls cinq avaient été traduits en français jusqu'à présent – le premier, *Vie de Jesusa*, chez Gallimard, en 1980 ; le seul en poche étant *Cher Diego, Quiela t'embrasse*, chez Actes Sud, régulièrement réédité depuis 1993.

## Le massacre du 2 octobre 1968

L'année 2014 a vu la traduction de deux autres ouvrages d'Elena Poniatowska qui permettent d'interroger le passé du siècle dernier. Le premier, *La Nuit de Tlatelolco*, est consacré au massacre des étudiants par l'armée le 2 octobre 1968 sur la place des Trois-Cultures à Mexico dans le quartier de Tlatelolco. Précédé d'une préface roborative de Joani Hocquenghem, complété par un glossaire et une chronologie des luttes sociales au Mexique entre 1958 et 1968, le livre comprend deux grandes parties (« Gagner la rue » ; « La nuit de Tlatelolco ») qui suivent

un ordre chronologique et auraient sans doute gagné à être mieux précisées et subdivisées. L'ouvrage présente des centaines de témoignages recueillis à chaud sur cet événement majeur de l'histoire du Mexique de la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle. Ils sont entrecoupés d'articles de la presse mexicaine et internationale, de slogans des manifestants, de textes d'écrivains mexicains comme Juan Rulfo ou José Ruelas, ainsi que d'illustrations et de cahiers de photos qui font d'autant plus ressentir le caractère tragique des événements. Pour en saisir l'ampleur, rappelons simplement que le grand écrivain mexicain Octavio Paz, qui démissionna de son poste d'ambassadeur en Inde pour protester contre ce massacre d'état, évoque le chiffre probable de 325 morts à la suite d'une « enquête prudente » du journal anglais *The Guardian*, des centaines de blessés et deux mille arrestations avec leurs lots de tortures, de souffrances et d'humiliations.

On remarquera le silence, puis les calomnies, de la « grande presse » mexicaine et, trait bien caractéristique de notre temps, le fait qu'à quelques centaines de mètres des lieux du drame la vie continuait comme si de rien n'était. « On commence à comprendre ce qu'est un gouvernement, on réalise ce qu'il est vraiment quand il envoie ses tanks dans la rue. » Et qu'il fait tirer sur un rassem-

Elena Poniatowska, *La Nuit de Tlatelolco - Histoire orale d'un massacre d'État* (traduit par Marion Gary, Joani Hocquenghem et Anna Touati), Toulouse, CMDE, coll. « À l'ombre du maguey », 2014, 328 pages, 25 euros.

Elena Poniatowska, *Tinísima* (traduit par Jacques Aubergé & Marie Córdoba), Marseille, L'atinoir, 2014, 814 pages, 17.50 euros.



blement pacifique, aurait pu ajouter l'étudiant, auteur de cette remarque de bon sens sur la nature d'un État prêt à tout pour faire taire une contestation grandissante à la veille de l'ouverture des Jeux olympiques.

### Portrait d'une photographe stalinienne

Le second livre d'Elena Poniatowska proposé cette année en français est d'un tout autre genre. Il s'agit d'une biographie romancée consacrée à la photographe italienne Tina Modotti. Née à Udine en 1896, ouvrière à 14 ans, Assunta, dite Tina, Modotti rejoint son père aux Etats-Unis en 1913. Deux ans plus tard, elle rencontre le poète Roubaix de l'Abrie Richey (dit «Robo») avec qui elle fréquente les milieux d'avant-garde. D'abord couturière, puis mannequin, elle joue également pour le théâtre italien de San Francisco, avant d'aller à Los Angeles tourner plusieurs films, dont *The Tiger's Coat*. Après sa rencontre avec le photographe Edward Weston et la mort de Robo, elle séjourne au Mexique, s'initie à la photographie et fréquente les peintres muralistes mexicains, avant d'entamer une œuvre photographique personnelle, immédiatement remarquée, reproduite et saluée. Engagée dans le Parti communiste mexicain et ses organisations-



Tina Modotti.

### « Aujourd'hui, en plein XXI<sup>e</sup> siècle, une bonne partie de la gauche n'a toujours pas dressé le bilan du passé stalinien. »

satellites, elle partage durant quelque temps la vie du communiste cubain Juan Antonio Mella (1903-1929), assassiné alors qu'elle est à ses côtés. Expulsée du Mexique en 1930, elle se rend en Allemagne, mais, au bout de six mois, part à Moscou rejoindre l'agent du Komintern d'origine italienne Vittorio Vidali (1900-1983), son nouveau compagnon, qu'elle a connu au Mexique où il était le représentant de la III<sup>e</sup> Internationale. Elle abandonne alors la photographie et travaille pour le Secours rouge international (SRI), une organisation qui dépend du Komintern, donc de l'Etat-Parti au pouvoir en URSS, sous la direction d'Helena Stassova (1873-1967), présidente du Secours rouge de 1927 à 1938 et membre de la commission de contrôle du Komintern de 1935 à 1943.

Après plusieurs missions clandestines dans divers pays européens, elle représente le SRI durant toute la guerre d'Espagne sous la fausse identité de Maria Ruiz, tandis que Vidali, sous le nom de «comandante Carlos», était le commissaire politique du célèbre V<sup>e</sup> Régiment – la milice du Parti communiste espagnol – dont Trotski a pu dire qu'il était «un des plus cruels agents de la GPU en Espagne». De même, l'historien britannique Burnett Bolloten estime que Vidali «était indubitablement un agent important du NKVD (la police secrète soviétique)... »<sup>1</sup>. Vidali et Modotti sont donc tous deux – quoiqu'à des degrés diffé-

rents de responsabilité – des agents soviétiques en Espagne agissant dans l'intérêt de l'URSS, comme le souligna également un autre historien, le Français Pierre Broué<sup>2</sup>, et non de simples militants antifascistes idéalistes venus soutenir la gauche espagnole contre Franco. Revenue au Mexique, Tina Modotti meurt d'une crise cardiaque dans un taxi dans la nuit du 6 janvier 1942, comme Victor Serge cinq ans plus tard.

Voilà, broyée à grands traits, quelle fut la vie de Tina Modotti, qui était dans sa jeunesse d'une beauté qui subjuga la plupart de ses contemporains, et auxquels bon nombre succombèrent, amante d'hommes devenus célèbres, actrice de cinéma, militante politique, morte à seulement 45 ans. Mais elle fut aussi et surtout une photographe parmi les plus grandes des années 1920 – d'un art bouleversant et beaucoup plus immédiatement accessible que celui des autres photographes d'avant-garde de son temps. Il est difficile d'échapper à la fascination que peut exercer une telle vie, une telle personnalité, appelée, de toute façon, à passer justement à la postérité pour son œuvre de photographe. Devant cet itinéraire, il y a deux attitudes possibles : soit on reconnaît la valeur de l'œuvre tout en interrogeant le personnage, y compris dans ses zones d'ombre les plus gênantes, soit on construit un mythe reconfortant, une héroïne positive à laquelle on reconnaît, au mieux, quelques péchés véniels sans conséquence. C'est malheureusement cette seconde option qu'a adoptée Elena Poniatowska pour relater la vie de Tina Modotti, non sans commettre quelques erreurs regrettables, notamment à propos du passage en Espagne de la philosophe française Simone Weil ou de l'écrivain anar-

chiste allemand réfugié au Mexique, B. Traven.

Ce gros roman d'Elena Poniatowska est évidemment à lire par tous ceux qui connaissent, ou découvrent, Tina Modotti, et ils le feront avec plaisir et intérêt, car l'auteur sait raconter une histoire et susciter l'intérêt tout au long d'un récit de 800 pages sur une vie riche en rencontres, en drames et en rebondissements dans plusieurs pays et sur trois continents. Mais ils devront le faire avec l'indispensable recul critique qu'ils trouveront dans un article de Claudio Albertani qui écrit : «Aujourd'hui, en plein XXI<sup>e</sup> siècle, une bonne partie de la gauche n'a toujours pas dressé le bilan de ce passé [stalinien]. On pourrait se demander sans doute : pourquoi ce bilan ? Pourquoi fouiller dans les recoins de l'histoire alors qu'il existe des problèmes bien plus urgents ? Eh bien, parce que l'histoire est un territoire en dispute où se déploient les passions du présent et se précisent les aspirations du futur. Parce que, comme le dit Vaneigem, faire le présent implique de corriger le passé<sup>3</sup>. » Avec ce livre, Elena Poniatowska ne corrige pas le passé pour nous aider à mieux le comprendre et à éviter de tragiques et fatales erreurs, elle construit une figure mythique qui ajoute une illusion supplémentaire à celles d'un siècle passé qui en fut saturé.

C. J.

1. Burnett Bolloten, *La Guerre d'Espagne. Révolution et contre-révolution 1934-1939*, Marseille, Agone, coll. Mémoires sociales, 2014, p. 212. Soulignons que, durant les années 1930, on employait indifféremment les sigles « GPU » ou « NKVD » pour parler de la police secrète soviétique qui changeait souvent de nom, mais pas de nature.

2. Pierre Broué, *Staline et la révolution. Le cas espagnol*, Fayard, 1993.

3. Claudio Albertani, « Vittorio Vidali, Tina Modotti, le stalinisme et la révolution », revue *Agone*.

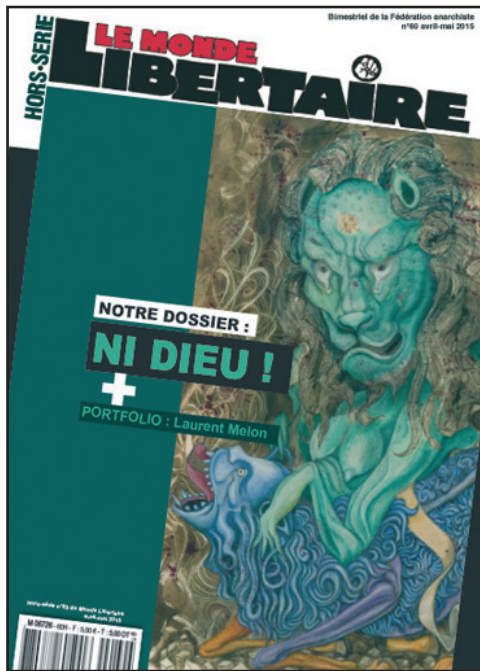


À tous! À tous! À tous!

**Le Monde libertaire** hors série numéro 69 est désormais sorti des presses et présent dans tous les bons kiosques de France et de Navarre.

Vous y trouverez notamment un dossier intitulé «Ni dieu!» traitant de l'histoire et de l'actualité de l'athéisme ainsi qu'un chouette porte-folio de l'artiste libertaire Laurent Melon.

À vos kiosques, vos boîtes aux lettres ou vos librairies ! Et bonne lecture !



Concerts | Débats | Salon du livre | Projections

# Festival de la CNT

**8/9/10 Mai 2015**

**La Parole Errante** 9 Rue François Debergue 93100 Montreuil

## Salon du livre

**Neuf et occasion**

Tous les jours, vendredi, samedi et dimanche à partir de 11h

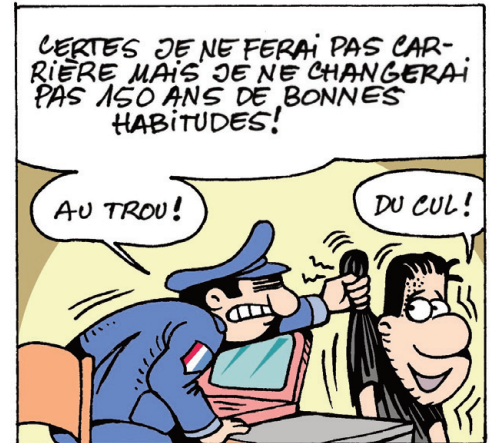
Des éditeurs indépendants	Des auteurs présents, dont
Editions CNT La Ville brûle Libertalia Le Passager clandestin Revue Z, L'œil d'or Les Bons Caractères Albache, L'Éclat L'Échappée, General Strike, Berg international, Tirésias, etc.	Ayerdhal, Alain Damasio, Sorj Chalandon, Miguel Benasayag, Guillaume Davranche, Bernard Friot, Sébastien Fontenelle, Frédéric Lordon, Charlotte Nordmann, Christian Laval, Cendrine Bonami-Redler, Jean-Pierre Dacheux, Éric Fournier, Patrick Vassort, Claude Guillon, Charles Jacquier, Jean-Christophe Angaut, Alexandre Doulut, Véronique Salou, Alain Bihr, Monique Piton, Philippe Batifoulrier

Avec la participation des librairies Quilombo, Publico, Envie de lire et de Hobo diffusion

Toutes les infos sur : [www.cnt-f.org/festival-cnt](http://www.cnt-f.org/festival-cnt)

**CNT** CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL  
Contacts : CNT - Union régionale parisienne - Br.rp@cnt-f.org 06 95 45 67 62

# PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA





# AGENDA

**Jeudi 30 avril**

**Paris XI<sup>e</sup>**

19 heures. Rencontre et débat avec Guy Sitbon pour son livre: la synarchie aux sources du fascisme (Editions Aviso). Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Plus d'informations sur le site [www.librairie-publico.info](http://www.librairie-publico.info).

prolétariat et de ses luttes ». Librairie du Monde libertaire Publico (145 rue Amelot)

[www.construirelautonomie.org](http://www.construirelautonomie.org)

Aires, les employés de l'hôtel Bauen travaillent en autogestion, se partagent les tâches et les salaires, votant lors des assemblées générales toutes les décisions les concernant...

Ferme des Bouillons, chemin des Bouillons à Mont-Saint-Aignan. Accès bus F2 terminus La Vatine.

**Mercredi 13 mai**

**Rouen (76)**

L'INSOUMISE fait son cinéma... aux bouillons ! L'autogestion en question. *Nosotros del Bauen*, de Didier Zyserman. Dans le cœur de Buenos

**Vendredi 1er Mai**

**Chambéry (73)**

A midi, Repas collectif à prix libre avec La Marmite, la cantine autogérée. En haut du parc de Buisson-rond. Rendez-vous dès 9h pour participer à la préparation du repas ou à 10h à la manif ! [www.fa73.lautre.net](http://www.fa73.lautre.net)

**Mardi 5 mai**

**Paris XI<sup>e</sup>**

20h00. Dans le cadre de la campagne de la Fédération anarchiste «Construire l'autonomie», rencontre autour du thème « Pour une abolition anarchiste du salariat ». Bourse du travail de Paris (4 rue du château d'eau).

[www.construirelautonomie.org](http://www.construirelautonomie.org)

**Mercredi 6 mai**

**Rouen (76)**

L'INSOUMISE fait son cinéma... aux bouillons ! L'autogestion en question. *Entre nos mains* de Mariana Otero. Les ouvrières de Lejaby se battent et se racontent...

Ferme des Bouillons, chemin des Bouillons à Mont-Saint-Aignan. Accès bus F2 terminus La Vatine.

**Samedi 9 mai**

**Paris XI<sup>e</sup>**

19h30. Dans le cadre de la campagne de la Fédération anarchiste «Construire l'autonomie», rencontre autour du thème « L'autonomie du

## 3 JOURS POUR CHANSON LIBRE...



**1-2-3 mai 2015 à l'Européen**

**1<sup>er</sup> mai**  
19 h



**PREMIER MAI, JOUR FERRÉ !**

Cette année, nous fêterons la 8<sup>e</sup> édition de cette fête à Ferré ! Avec Angélique Ionatos, Nicolas Reggiani, Tony Hymas, Sara Veyron, Romain Lemire, Natasha Bezriche, Léo Nissim, Nathalie Solence et... Avec Marie-Christine Diaz-Ferré...

**2 mai**  
19 h



**LIBRES CHANTS**

Sourires et liberté d'expression chantée, belles paroles et douces musiques, plus que jamais !... Michel Bühler, Véronique Pestel, Bernard Joyet, M. Poli, Les Chanteurs livreurs, Frasiak, Pierre Margot, Nathalie Miravette, Annick Roux, et ...

**3 mai**  
18 h



**L'ESPOIR TÊTU !  
LE TRIO UTGÉ-ROYO**

Serge, Léo & Jean My croisent leurs histoires, jouent, chantent... ensemble, pour sourire à la vie et aux humain-e-s, malgré tout ! Avec Léo Nissim (piano), Jean My Truong (batterie).  
Artiste invitée : Marie Baraton.

EUROPÉEN

Noies  
Coquelicots

édito  
MUSIQUES

MONOLO

mae  
cont

L'EUROPÉEN

3/5 RUE BIOT - PARIS 17<sup>e</sup> - Métro Place de Clichy

01 43 87 97 10 - 06 12 25 52 85

[www.utgeroyo.com](http://www.utgeroyo.com)



**FEDERATION ANARCHISTE**  
S'ORGANISER ET LUTTER

**AGENDA**

**1ER MAI**



**REPAS 12H**

EN HAUT DU PARC DE

**BUISSON ROND**

PREPARATION DES 9H

PRIX LIBRE



**FEDERATION ★ ANARCHISTE**  
S'ORGANISER ET LUTTER

[fa73.lautre.net](http://fa73.lautre.net)